

Méthode et éthique pour une société de la "durabilité"

Elections régionales 2010

Les grands enjeux :

- Le changement climatique menace l'équilibre général de la planète et sa survie
- La démographie continue de s'emballer dans les pays les plus pauvres,
- Les ressources pétrolières et minerais s'épuisent inexorablement,
- La Terre croule sous les déchets, des sites et sols sont pollués partout et durablement,
- Les atteintes aux écosystèmes et à la biodiversité se multiplient en s'accéléralant,
- Le spectre de la faim menace plus que jamais les pays du Sud, et commencent à atteindre certaines couches socialement défavorisées des pays riches,
- La richesse produite n'a jamais été aussi mal répartie dans de nombreux pays développés et la précarité, la pauvreté et l'exclusion s'accroissent d'année en année,
- Le béton continue de grignoter les terres, et l'espace occupé s'agrandit anarchiquement,
- L'espérance de vie élevée commence à régresser et on recommence à mourir très jeune dans les pays développés à cause du mauvais état de l'environnement.
- Le monde assiste à un émiettement des droits sociaux et des choix démocratiques conquis depuis le Siècle des Lumières au profit de gains financiers volatiles mettant en péril la stabilité sociétale mondiale.

La réponse par la démarche de développement durable (soutenable) n'est pas une évolution à la marge, mais bien un changement profond qui implique des ruptures dans nos modes de vie, de travail, de production, de déplacements et surtout de gouvernance.

Ce "vivre autrement" implique de trouver les voies d'une certaine "sobriété heureuse" qui succèderont dans nos contrées occidentales à des habitudes de prédation, de gaspillage des ressources de la planète, d'individualisme trop souvent effréné.

Il faut revoir complètement notre économie, en particulier sous l'angle de la "définanciarisation" et en même temps sur la façon dont sont conçus les processus de production et de services de nos activités marchandes ou non-marchandes avec une visée incontournable de soutenabilité. Nous devons, plus que jamais, tendre vers une évolution durable de nos engagements prenant en compte les ressources disponibles et le futur que nous nous engageons à réserver à notre descendance.

Un tel changement implique la mobilisation d'acteurs et des symboles forts :

- Exemplarité, intégrité et impulsion forte des autorités et décideurs, serviteurs de l'Etat, politiques et élus, dirigeants et cadres d'entreprises... visibilité de certaines actions exemplaires à pouvoir symbolique
- Prise en charge de politiques et plans d'actions de durabilité à tous les échelons : quartier, commune et intercommunalité, région et très bientôt Eurodistricts (Nous en avons deux dans notre région en commun avec nos amis belges wallons et flamands)
- Mobilisation des citoyens, sensibilisation-formation-information-apports facilitateurs-par les acteurs institutionnels et réseaux associatifs

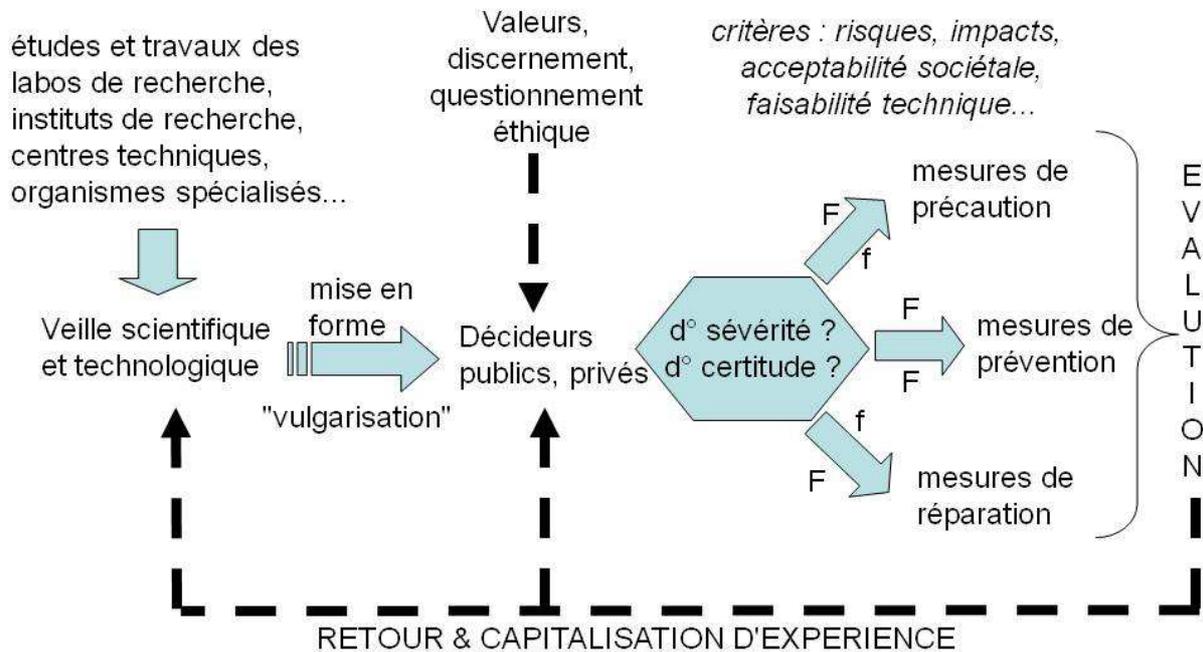
Le développement durable n'est pas le "dernier gadget à la mode" mais recouvre un ensemble cohérent, mais non figé, de valeurs, la mobilisation de méthodologies, d'outils et de disciplines scientifiques diverses et d'attitudes mobilisés par une grande étendue d'acteurs. Nous tenterons de préciser ceci en répondant aux questions d'un QQQCP :

- **Qui ?** du citoyen de base au responsable suprême (PDG, élu, responsable institution)
- **Quoi ?** une gestion intégrée, combinée selon les angles économiques, sociaux-sociétaux, écologiques et sanitaires dans nos domaines de responsabilité
- **Où ?** de notre "chez-soi" jusqu'aux grands territoires (planète, pays, régions, métropoles), mais également au sein de l'entreprise, dans les lieux de décisions institutionnels, mais également dans les endroits récréatifs, de loisirs, de culture ou de vacances.
- **Quand ?** aujourd'hui et demain en intégrant une vision à long terme,
- **Comment ?** Sur la base d'outils adaptés au public et aux lieux visés avec une méthode globale, systémique qui intègre des outils comme l'analyse de risques, l'analyse du cycle de vie, le calcul, la modélisation et simulation, la recherche, la veille scientifique permanente, le questionnement éthique, l'évaluation des actions menées et la capitalisation d'expériences et de résultats de recherche et les principes d'action de prévention et de précaution,
- **Pourquoi ?** Pour éviter, voire limiter les grandes catastrophes prévisibles (climat, santé publique, faim dans le monde...), sauver la planète de la dégradation définitive et permettre une vie saine, digne et harmonieuse pour chaque être.

Le développement durable politique : Les enjeux de faire de la politique autrement ?

- Il réintroduit un peu de **science** dans les débats et prises de décision.
- Il oblige les élus, les hommes politiques à prendre en compte le **long terme** et à travailler de manière plus **collégiale** et plus **pluridisciplinaire** en associant toute la société civile le plus souvent possible dans le cadre d'une vraie **démocratie participative**.
- Il contraint à être clair sur l'intérêt général, sur ce qu'est le **bien commun**
- **Il oblige à choisir** entre suivre les pressions des différents lobbys et ce qui est vraiment nécessaire de faire. Oui au **discernement et au questionnement éthique**. Oui, dans ce cadre à la **protection des lanceurs d'alerte** et à la mise sur pied de **réseaux scientifiques d'expertise avec garantie d'indépendance** face aux différents lobbys
- Il permet donc de faire revenir les vertus d'**intégrité** et de **courage** en politique.
- Il contraint à attacher de l'importance aux **petits signaux faibles** provenant d'une véritable activité de **veille scientifique environnementale, sociétale et sanitaire**.
- Il réoriente les axes d'action plus en amont : **détection, prévention** pour parvenir à réaliser moins d'action de réparation en aval du processus de décision.

Un processus complet pour construire une véritable gouvernance écologique...



abréviations utilisées : F= fort , f= faible

CAP21-M.Eyraud - Novembre 2009

Nous militons donc pour l'information systématique, non biaisée, réellement transparente et pédagogique des citoyens sur les risques sanitaires et environnementaux.

Nous souhaitons que les instances représentatives de la République au niveau central comme au niveau régional ou local puissent s'emparer de tous les problèmes éthiques, sanitaires et environnementaux ainsi que de ceux liés à l'introduction de nouvelles technologies, pour pouvoir mettre en application les trois principes d'action de veille, de prévention et de précaution. **En résumé, nous prônons l'avènement d'une gouvernance écologique.**

Nous souhaitons ardemment que les citoyens puissent enfin retrouver confiance dans les mouvements et hommes politiques par l'exemplarité des comportements, en luttant contre toute forme de corruption et en portant inlassablement les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et aussi, de justice, de solidarité et de laïcité.